Rencontre avec Mikili, 23 ans

«Partir pour être SDF en Italie? Il n'en est pas question!»

Mikili a été emprisonné et tabassé en Erythrée pour avoir changé de canton et refusé de posséder une arme à la maison. Fuite vers l'Éthiopie, le Soudan, la Libye. Après avoir évité de justesse le naufrage en Méditerranée, il a tout fait pour échapper aux autorités italiennes de peur de finir dans la rue comme des milliers de migrant-e-s dans la péninsule. Mais les garde-frontière l'ont interpellé à quelques encablures du territoire suisse et lui ont pris les empreintes digitales... Au sinistre «jeu» de Dublin, Mikili a donc perdu et doit reculer jusqu'à la case Italie. Mais le jeune homme est prêt à se battre pour rester en Suisse.

J'ai suivi l'école jusqu'en 2010, année où j'ai arrêté pour travailler afin de soutenir ma famille. J'ai travaillé dans une plantation de bananes à Tesseney, dans un canton qui n'était pas celui où j'avais étudié. Or, en Erythrée, on ne peut pas se déplacer librement d'un canton à un autre. J'ai donc été arrêté sur mon lieu de travail, placé en garde à vue une nuit et transféré dans la prison de Barentu. J'ai passé un mois là-bas, puis un an dans une autre prison. J'ai subi des mauvais traitements: j'étais privé de lumière en permanence et régulièrement passé à tabac. Cet emprisonnement était aussi dû au fait que j'avais quitté la scolarité obligatoire avant la fin; normalement, en Erythrée, on doit accomplir douze ans de classe puis se présenter au service militaire.

Une fois sorti de prison, j'ai dû me présenter au service militaire. J'ai été relaxé en raison de troubles auditifs consécutifs aux mauvais traitements que j'avais subis en prison. Je devais me présenter une fois par mois à l'armée. En 2012, j'ai été assigné à un emploi dans l'administration publique. Le gouvernement a alors promulgué une décision obligeant chaque citoyen à avoir une arme chez soi. Je ne l'ai pas fait: je passais toute la journée au travail et j'avais peur que mes petits frères et soeurs utilisent une telle arme.

Des fonctionnaires viennent faire des contrôles chez les particuliers et forcent les récalcitrants à s'armer. Après plusieurs visites de ce type, j'ai été soupçonné de vouloir m'expatrier et arrêté. J'ai été emprisonné un mois et battu. Je suis revenu à la maison, et deux mois plus tard j'ai fui en Éthiopie. J'ai passé huit mois dans un camp de réfugiés là-bas, puis je suis allé au Soudan, où je suis resté six mois dans une famille érythréenne, et enfin en Libye, où je n'ai passé qu'un mois.

Ma famille n'était pas au courant de ma décision d'émigrer. Au Soudan, je pouvais les appeler régulièrement, mais depuis que je suis en Suisse, je ne les ai eus que deux fois. Je ne leur parle pas de ma situation – je suis à l'aide d'urgence et j'ai à peine de quoi m'occuper de moi-même –, ils ont assez de soucis comme ça.

La traversée vers l'Europe s'est mal passée. Je pleure beaucoup quand je me la rappelle. C'était le summum de l'horreur. Nous avons pleuré des larmes de sang.

Après sept heures de navigation, le moteur de l'embarcation s'est endommagé. Une partie du bateau a pris feu. À 11h, un hélicoptère nous a repérés et signalés à la marine italienne, qui nous a secourus à 18h. Elle est arrivée à la dernière minute, le bateau prenait l'eau. Nous sommes restés encore cinq jours en mer: le vent était trop fort et le bateau italien n'arrivait pas à atteindre l'autre rive. Nous sommes arrivés en Sicile, d'où j'ai fui le plus vite possible afin d'éviter qu'on me prenne les empreintes.

Sur le continent, j'ai rencontré des gens d'origine érythréenne, des passeurs, qui m'ont amené à Milan pour 150 euros. Là-bas, j'ai appelé une tante, qui habite en Suède, pour qu'elle m'aide et elle m'a envoyé 150 euros. J'ai trouvé un passeur qui m'a vendu un passeport italien et j'ai pris le bus.

Quand je suis arrivé à la douane, près de Chiasso, les garde-frontières ont remarqué la supercherie, ils m'ont embarqué et pris les empreintes. J'ai alors pris le train et suis arrivé en Suisse.

Je ne suis pas resté en Italie parce que là-bas, j'ai rencontré des Érythréens qui étaient sans domicile fixe et qui m'ont dit de ne surtout pas rester. Je les voyais dormir dehors et je ne veux pas que ça m'arrive.

Au bout de trois mois, j'ai reçu une réponse négative des autorités suisses, disant que mes empreintes digitales avaient été enregistrées en Italie. J'ai été très surpris. Quand on m'a pris les empreintes, je croyais être sur sol suisse mais en fait j'étais à quelques centaines de mètres de la frontière.

Tout ce que je voulais, en venant en Suisse, c'est continuer à étudier, apprendre le français et terminer ma scolarité. Je n'ai aucune intention de quitter le pays, maintenant que j'ai réussi à venir jusqu'ici.

Heureusement, il y a une certaine solidarité entre émigrés érythréens. Les gens qui ont obtenu un permis B partagent volontiers ce qu'ils ont. Il y a une personne qui est arrivée en Suisse en même temps que moi et qui a déjà un permis B. C'est un des leaders du mouvement «Stop bunker» (qui a manifesté à plusieurs reprises pour demander de meilleures conditions d'hébergement, ndlr).

Je ne suis pas du tout militant, je ne suis jamais allé aux manifestations de «Stop bunker». Je comprends ce combat, mais j'ai vu bien pire dans ma vie que d'être logé dans un bunker en Suisse. Chez nous on dit: «Tu prends ce qu'on te donne et tu fermes ta gueule».

Pour avoir le droit de rester, en revanche, je suis prêt à me battre. Ça c'est vraiment important.